



Au service
des peuples
et des nations

N.Réf. : *055* /00076994

Bujumbura, le *26/02* 2014

Cher Collègue,

Objet : Transmission du rapport annuel 2013 du Programme « LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi » (Projet 00076994) : relecture et validation.

Conformément à la convention entre le PNUD et l'Union Européenne, j'ai le plaisir de vous transmettre, par la présente, le rapport annuel 2013 du Programme « LRRD/Appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés » pour les composantes mises en œuvre par le PNUD. Je vous saurais gré de pouvoir y apporter vos commentaires et suggestions afin de pouvoir transmettre la version définitive au bailleur.

L'année 2013 a vu des progrès significatifs en matière de participation des collectivités locales dans le suivi et l'appropriation des activités de promotion de cohésion sociale, grâce notamment aux activités de sensibilisation et la construction de trois centres jeunes.

L'accès aux moyens de subsistance de 640 nouveaux ménages a été améliorée grâce à l'inclusion de 640 bénéficiaires dans notre approche inclusive de réintégration « 3x6 ». Ces ménages ont bénéficié d'un salaire temporaire pendant trois mois pour leur travail à Haute Intensité de Main d'œuvre dans la réhabilitation de pistes pour le désenclavement des communautés.

Ces bénéficiaires sont maintenant en phase de développer leurs propres activités génératrices de revenus grâce à leur épargne constituée et à l'appui technique et financier qu'ils reçoivent avec l'appui du PNUD. Enfin, la route vers un développement économique durable a été empruntée pour 87 associations d'activités génératrices de revenus qui se sont structurées et constituées en PME.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Cher Collègue, les assurances de ma parfaite considération.


Xavier Michon
Directeur Pays

Monsieur Pierre Harzé
Directeur Adjoint Programme et Operations
Bureau du PNUD
Bruxelles.



**PROGRAMME LRRD D'APPUI A LA VIABILISATION DES
VILLAGES RURAUX INTEGRES DANS LE CADRE DU
RAPATRIEMENT ET DE LA REINTEGRATION
AU BURUNDI**

**Composante appui à la coordination et appui à la relance économique
et à la cohésion sociale'**

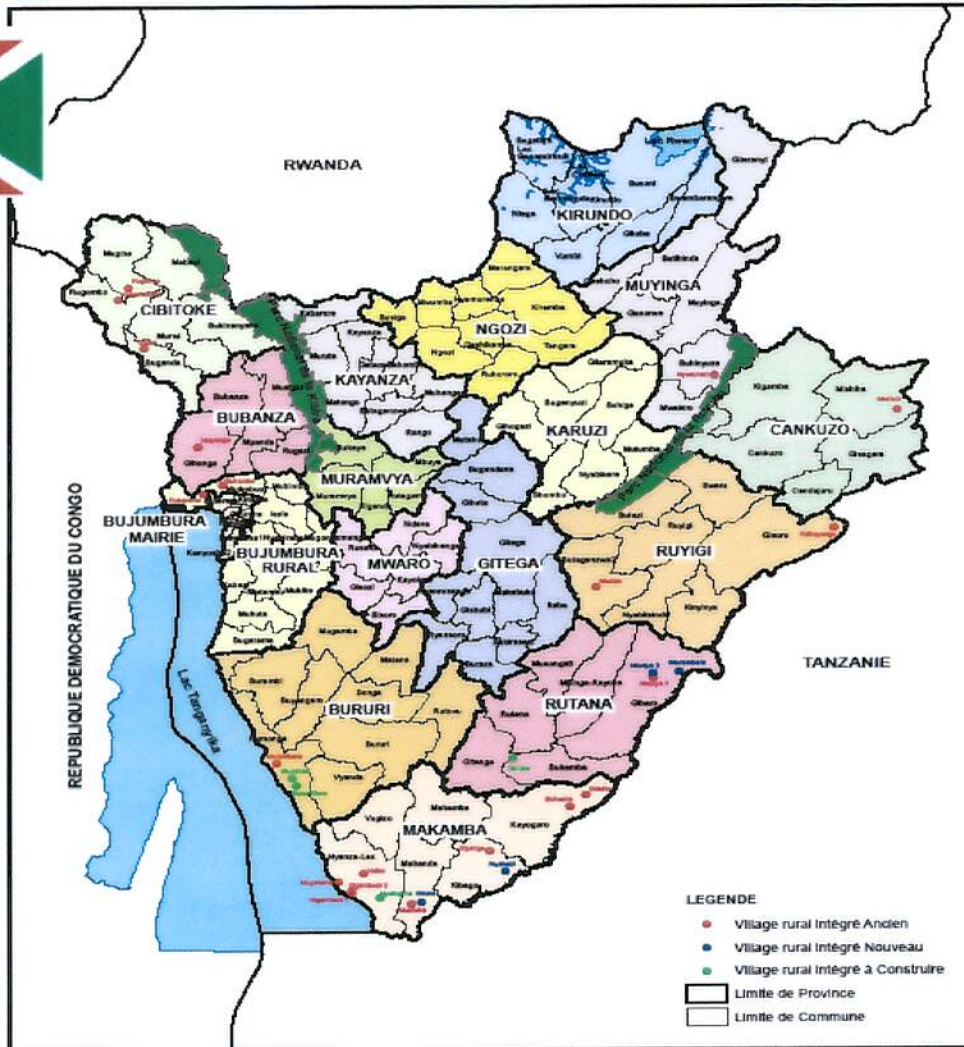
RAPPORT INTERMEDIAIRE

(Septembre 2012 à Décembre 2013)

Appui de la Commission Européenne (CE) au Gouvernement sur les Villages ruraux Intégrés (VRI)
au Burundi à travers le Fond Européen de Développement.

Table des matières

1. DESCRIPTION	5
2. RESUME ET SOMMAIRE EXECUTIF	6
3. EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE L'ACTION.....	7
3.1. Contexte d'exécution des activités du projet.....	7
3.2. Cheminement vers les résultats.....	8
Résultat 1 : La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs sont assurées.....	8
Résultat 2 : Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective	10
Résultat 3 : Les habitants des VRI réintégréés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures	12
Résultat 4 : Les populations affectées par le conflit ont accès à des moyens de subsistance et sont réintégréées de manière durable.....	14
4. EVALUATION DES RESULTATS ATTEINTS EN 2013.....	17
5. PARTENAIRES ET AUTRE COOPÉRATION	24
6. VISIBILITÉ (Production du documentaire VRI, présentation du film à l'occasion de la semaine du FESTCAB, mission d'Aude/Aaron, etc.).....	26



LEGENDE

- Village rural Intégré Ancien
- Village rural Intégré Nouveau
- Village rural Intégré à Construire
- Limite de Province
- Limite de Commune

**PROG
RAMM
E
D'APP
UIA**

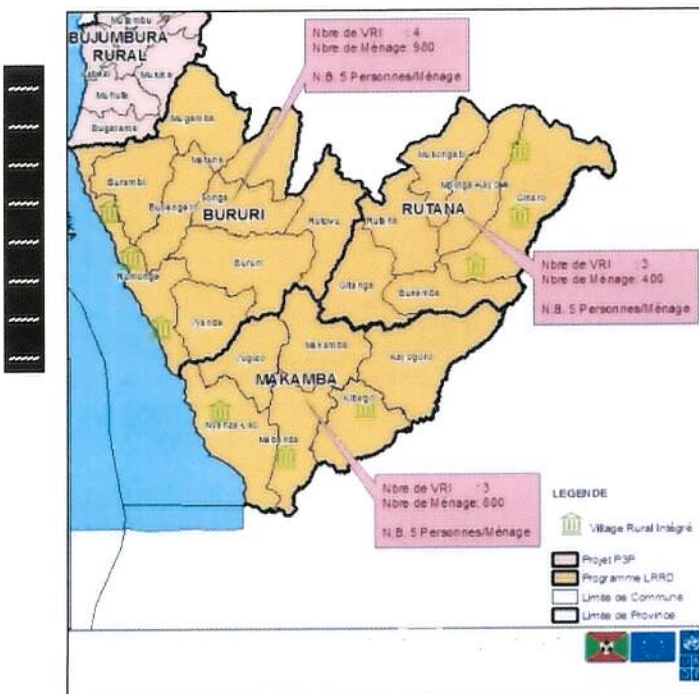


0 4.5 9 18 27 36
Kilometers
Echelle : 1:1200000



SOURCE : IGEBU, PRRSLR, UNDP

LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES



RAPPORT TRIMESTRIEL (JUILLET SEPTEMBRE 2013)

LEGENDE

- Village Rural Intégré
- Projet PGP
- Programme LRRD
- Limite de Commune
- Limite de Province

LISTE DES ACRONYMES

ACE	: Agence Communautaire d'Exécution
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CDF	: Centre de Développement Familial
CE	: Commission Européenne
CISNU	: Centre Intégré du Système des Nations Unies
COOPEC	: Coopérative d'Épargne et de Crédit
CPD	: Comité Provincial de Développement
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
CTP	: Conseiller Technique Principal
LLRD	: L'Aide d'Urgence, la Réhabilitation et le Développement
GTPV	: Groupe de Travail Technique Provincial sur la Villagisation
GTTNV	: Groupe de Travail Technique National sur la Villagisation
DEX	: (Modalité) dite d'Exécution Directe
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage
HIMO	: Approche à Haute Intensité de Mains d'Œuvre
MSNDPHG	: Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre
MCA	: Membre de la Communauté d'Accueil
OIT	: Organisation Internationale du Travail
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
VRI	: Villages ruraux intégrés
PCDC	: Plans Communaux de Développement Communautaire
SRC	: Service de Reconstruction Communautaire
UTG	: Unité Technique de Gestion
FED	: Fond Européen de Développement
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
BBIN-SPARK	Burundi Business Incubateur
COPED	: Conseil pour l'Éducation et le développement
APRODEC	: Association pour la promotion du développement Communautaire
ALUPA	: Association pour la Lumière et l'Action contre le Pauvreté....
CERDES	: Cercle d'Écoute pour la Réhabilitation et le développement Economique et Social.

1. DESCRIPTION

Nom du bénéficiaire du contrat de subvention:

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Nom et fonction de la personne de contact:

Elfrida KANEZA, Chargée de Programme (elfrida.kaneza@undp.org)

Cristino PEDRAZA LOPEZ, Conseiller Technique Principal (cristino.pedraza@undp.org)

Gérard NKURUNZIZA, Coordonnateur National (gerard.nkurunziza@undp.org)

Nom du partenaire de l'Action:

Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre

Intitulé de l'Action:

LRRD-APPUI A LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES

Numéro d'identification de la convention de contribution:

FED/2010/244-424

Numéro du Projet:

00076994

Date de début et date de fin de la période de reporting:

Septembre 2012 au 31 Décembre 2013

Régions cibles:

Provinces de Bururi, Makamba et Rutana

Groupes cibles :

9900 habitants des VRIs dont 80% rapatriés et 20% populations vulnérables des communautés d'accueil

Bénéficiaires finaux :

Gouvernement Burundais (les autorités locales et partenaires communautés)

Pays dans lequel les activités sont réalisées :

Burundi

2. RESUME ET SOMMAIRE EXECUTIF

Au cours de l'année 2013, les activités du Programme LRRD-Appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés ont été réalisées dans un climat politique et sécuritaire plus stable. Aussi, la disponibilité des fonds a facilité la mise en œuvre des activités et par conséquent des progrès significatifs ont été atteints par rapport aux résultats suivants :

(1) La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs assurées :

L'année a connu une augmentation progressive de la participation des collectivités locales dans le suivi et l'appropriation des activités sur terrain. Le mécanisme de coordination (Les Groupes de Travail Techniques Provinciaux sur la Villagisation - GTTPV) qui avait été mis en place a été renforcé par l'intégration des Comités Communaux de Développement Communautaire (CCDC) et des comités VRI.

(2) Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective :

Vu le terrible passé que le pays a traversé suite au conflit armé qui l'a secoué, la question de la cohésion sociale et cohabitation entre les rapatriés et les communautés d'accueil est restée un défi majeur pour la réussite du projet. Les différentes activités de cohésion sociale tels que les débats communautaires sur des thèmes relatifs à la résolution pacifique des conflits, la réconciliation, la citoyenneté, le code des personnes et de la famille, les activités socioculturelles, etc. ont contribué au rapprochement communautaire et au raffermissement des liens sociaux et relations sociales entre les communautés en témoigne le nombre de mariages mixtes conclus, le nombre de mariages légalisés et le nombre d'enfants inscrits dans les livres de l'Etat civil.

(3) Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures:

Durant cette troisième année du programme, les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures communautaires se sont poursuivies permettant la création d'emplois temporaires pour au moins 640 familles. Ainsi, quatre pistes rurales ont été réhabilitées et quatre centres jeunes construits et équipés de mobilier et de matériel informatique. Des comités gestion des différents centres ont été mis en place. Il s'agit des collectifs d'associations constituées lors des travaux de construction et de réhabilitation des différentes infrastructures communautaires et leur mise en place a été faite de façon compétitive et dans toute transparente. Les CCDC et les élus locaux appuyés par l'équipe technique du projet ont joué un rôle déterminant dans la mise en place de ces comités et dans la définition des modalités de collaboration entre ces comités et les Communes.

Les pistes réhabilitées contribuent au désenclavement des zones et collines concernées et par conséquent facilitent la circulation des biens et des personnes. Les centres jeunes constituent pour les habitants des VRI et des collines environnantes des espaces de rencontres socioculturelles, de dialogue, de formation en faveur des jeunes.

Un contrat d'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement dans et autour du VRI de Nkurye a été conclu avec l'Unicef.

(4) Réintégration des populations cibles, relance des activités productives et promotion de l'entrepreneuriat :

L'accès aux moyens de subsistance durables à travers la promotion des AGR et l'entrepreneuriat local a été une des principales réussites du programme LRRD dans sa composante d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés. De 34 associations formées durant la 1ère année déjà restructurées en PME, le projet a enregistré 104 nouvelles associations nées durant la seconde année et 20 autres associations nées durant la 3^{ème} année.

Au cours de cette année, une évaluation des 104 AGR nées en 2012 a été faite pour voir celles viables pour passer dans la 3^{ème} phase de l'approche 3X6 « *vers la durabilité* ». 87 ont été jugées viables et bénéficient actuellement d'un encadrement pour une restructuration en PME. La restructuration en PME confère à ces associations le statut d'agent économique poursuivant un but lucratif. Le statut de PME confère aux AGR des bases légales de négociation pour accéder aux services financiers offerts par les institutions de micro finance. L'émergence des PME solides est une contribution au développement communautaire par le biais des taxes et impôts qu'elles paient et à la promotion d'une gouvernance locale.

3. EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE L'ACTION

3.1. Contexte d'exécution des activités du projet

Le Programme LRRD-appui à la viabilisation des VRI est dans sa troisième année d'exécution. La période est caractérisée par une situation sécuritaire relativement stable.

- a) Sur le plan politique : les institutions mises en place à l'issue du processus électoral 2010 sont toujours en place avec quelques changements mineurs au niveau du Gouvernement.
- b) Sur le plan opérationnel, le programme a fait l'objet d'une évaluation externe indépendante et le rapport d'évaluation a été partagé. Les recommandations formulées lors de cette évaluation font actuellement objet de mise en application. C'est notamment, la consolidation des travaux de construction des marchés locaux et de réhabilitation des pistes rurales afin pour garantir un minimum de respect de normes techniques. C'est la participation des membres des CCDC, des Conseils communaux aux travaux des GGTPV (réunions et descentes sur le terrain).

Le Programme a également accueilli une mission de suivi orientée vers les résultats. Sur l'ensemble des critères d'évaluation à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact-durabilité, pérennité, la mise en œuvre du programme a été jugée satisfaisante. Avec l'augmentation du volume d'activités, le programme a fait recours aux ONG d'interface pour assurer l'encadrement des microprojets de créations d'emplois temporaires et ainsi que les microprojets d'activités génératrices de revenus.

- c) Sur le plan financier : Les fonds nécessaires à la mise en œuvre des activités ont été mis à la disposition. Des fonds additionnels ont été mobilisés pour une prise en compte des rapatriés du camp de Mtabila en Tanzanie qui seraient sans terre et ou sans référence.

3.2. Cheminement vers les résultats

Au cours de sa troisième année d'exécution, le Programme-LRRD VRI composante PNUD a enregistré plusieurs résultats. Ci-après, les principales réalisations par activités et par résultat attendu.

Résultat 1 : La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs sont assurées

Activité 1.1 : Rencontre périodique de coordination et de suivi au niveau national, provincial et local, entre le gouvernement et les partenaires pour coordonner les actions et revoir l'évolution des programmes en cours

1.1.1 Participation aux réunions du GTTNV et organisation des réunions des GTTPV

Le mécanisme de coordination mis en place joue un rôle appréciable et la coordination du programme est efficace et effective. Aussi, les comptes rendus des réunions des GTTPV sont régulièrement partagés avec le GTTNV (Groupe de Travail Technique National sur la Villagisation) pour qu'il prenne connaissance de l'évolution des activités et des recommandations prises pour l'amélioration de l'exécution des activités. Sur demande du GTTNV, les points focaux sectoriels membres des GTTPV ont élaborés des notes d'états des lieux, les défis et les actions à prendre en matière de réintégration des rapatriés du camp de Mtabila. Les notes couvrent les secteurs suivants : l'éducation, la santé, l'agriculture et l'élevage, l'eau et l'assainissement, l'habitat et le mouvement associatif.

Les membres des GTTPV Bururi, Makamba et Rutana ont activement contribué à l'installation et à la réintégration sociale des nouveaux rapatriés du camp de Mtabila. Ainsi, la réunion des GTTPV du mois d'avril a inscrit à l'ordre du jour le bilan du processus de réintégration sociale des rapatriés du camp de Mtabila. De manière générale, la quasi-totalité de rapatriés ont regagné les collines d'origine et des voies de solutions ont été proposées pour ceux qui étaient en encore dans les centres d'hébergement temporels (CHT).

Les rapatriés qui étaient dans les CHT étaient de trois catégories :

- Les sans terres et/ou sans références du CHT de Bukemba ont été installés dans les maisons encore disponibles dans le VRI de Nkurye II. Ceux encore dans le CHT de Mugerama (Nyanza-Lac) ont été installés dans le VRI de Nyabigina, ceux de Bukeye (Kibago) installés dans le VRI de Nyakazi.
- Ceux qui attendaient l'appui à l'auto construction sur leurs collines/propriétés d'origine ont été transférés dans leurs propriétés d'origine avec un kit d'installation pour qu'ils commencent les travaux de fabrication des briques et plus tard recevoir

un appui à l'auto construction. Il a été demandé au HCR de considérer ces ménages comme bénéficiaires prioritaires d'appui à l'auto construction.

- Ceux dont leurs dossiers étaient à la CTNB car leurs propriétés étaient en litige ont été transférés dans les VRI ou sur des sites d'installation en attendant l'aboutissement de leurs dossiers.

Le GTTPV de Bururi a décidé le transfert de tous les ménages encore dans le CHT de Kagarara au site d'installation de Muhuzu.

1.1.2 Organisation des missions de terrain des membres du GTTNV et du GTTPV

L'efficacité et l'appropriation nationale ne peuvent pas se faire sans une structure de suivi et évaluation bien fonctionnelle. Cette structure existe aussi bien au niveau national (GTTNV) que provincial (GTTPV).

Les membres du GTTNV ont participé activement, aux côtés des membres des GTTPV, dans l'accompagnement du processus d'installation des rapatriés qui vivaient encore dans les CHT. Aussi, ils ont participé aux séances de validation des sites de réinstallation de nouveaux rapatriés. Dans la commune de Mabanda, deux sites ont été validés (Shuza et Mushara), dans la commune de Makamba, le site de Gasaka a été également validé. Dans la commune Rumonge, le site de Muhuzu a été validé.

Les membres des GTTPV ont participé également dans le processus de délimitation des terres dans les nouveaux sites validés.

Au cours du second semestre (septembre 2013), les membres du GTTPV de Makamba ont effectué une descente à Nyabigina afin d'actualiser la liste des rapatriés qui ont reçu les terres cultivables et des résidents ayant cédé leurs terres. Cette liste a été validée publiquement et sert de base pour toute intervention en matière de réintégration dans cette localité.

1.1.3 Organisation des évaluations régulières internes et externes sur l'état d'avancement et la qualité des interventions des partenaires du projet

L'équipe de projet effectue des missions de suivi /accompagnement régulier et produit des rapports de suivi nécessaires pour la validation des rapports narratifs et financiers soumis par les différents partenaires d'exécution.

L'équipe de projet produit un rapport d'activité trimestriel et annuel ainsi qu'un rapport intermédiaire annuel.

Selon le type d'activité, l'équipe de projet initie des évaluations internes afin de dégager les meilleures pratiques et les leçons apprises à prendre en compte au cas où l'activité devrait être reconduite.

Le PNUD a conclu un mémorandum d'entente avec l'UNOPS pour le contrôle de qualité lors des travaux de construction des centres jeunes et ce mémorandum restera valable pour le contrôle de qualité lors de la consolidation des travaux de construction des marchés locaux.

Activité 1.2 : Préparation des documents techniques avec les organisations habilitées

Cette activité a été réalisée au cours des deux dernières années et plus particulièrement au cours de la première année.

Activité 1.3 : Réalisation d'études et d'enquêtes sur les besoins basiques des populations des VRI

Actuellement, les VRI sont intégrés dans le processus de planification locale. Par conséquent les besoins basiques des populations des VRI figurent dans les Plans Communaux de Développement Communautaire actualisés.

Activité 1.4 Collecte, analyse et diffusion des données du profil socio économique désagrégées par sexe et âge

Ce travail a été fait lors de la première année. Les données se trouvent dans la base des données installées au niveau du HCR Makamba. Une base de données est en train d'être installée au niveau du Ministère de la Solidarité Nationale afin de regrouper les informations concernant tous les RDEXC du Burundi.

Activité 1.5 Analyse de l'intégration des différents secteurs et plaidoyer auprès des autorités et recherche de fonds pour les secteurs qui ne seraient pas couverts

Avec la prise en compte des VRI dans le processus de planification locale, les secteurs non couverts par le Programme LRRD-VRI sont considérés lors de l'élaboration des plans annuels d'investissements (PAI) au niveau des communes.

Résultat 2 : Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective

Activité 2.1 : Identification des acteurs communautaires pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de promotion de cohésion sociale

Un avis d'appel à la soumission pour la mise en œuvre d'un programme de promotion de la cohésion sociale a été lancé. Après analyse, l'organisation CERDES a été retenue.

Activité 2.2 : Elaboration d'outils et de méthodologie de sensibilisation dans le domaine de la promotion de la paix, la résolution des conflits locaux, démocratisation, entre autres

Les thèmes suivants ont été retenus pour faire objet de discussion durant les ateliers/débats communautaires

- La réconciliation
- La gestion et résolution pacifique des conflits
- Les droits et devoirs du citoyen (Droits de l'homme)
- Lutte contre les violences domestiques et les violences liées au genre
- L'acceptation mutuelle (tolérance) comme thème transversal

- Education civique et citoyenneté

Un calendrier de tenue des débats communautaires a été élaboré et les modules de sensibilisation/formations par thème partagés avec l'équipe de projet. Les animateurs-formateurs ont été choisis parmi les personnes ressources ayant déjà participé aux précédentes sessions de formation sur la gouvernance locale et la cohésion sociale. 24 ateliers ont été organisés dans chacune des cinq communes couvertes par le programme soit 12 ateliers pour les thèmes liés à la gouvernance locale et 12 pour les thèmes ayant trait à la cohésion sociale.

Activité 2.3 : Mise en œuvre d'un programme de promotion de la réconciliation à travers la réalisation d'ateliers communautaires, séminaires, émissions de radio, manifestations sociales et communautaires (concerts, rencontres sportives) réunissant les membres des communautés et les rapatriés

Des débats communautaires sur les thèmes retenus dans le document de projet « Appui à la cohésion sociale et à la gouvernance locale » ont été organisés dans les cinq communes d'intervention du programme. Ainsi, les capacités dans le domaine de la cohésion sociale et gouvernance locale des habitants des VRI et des alentours et de l'administration locale ont été renforcées suite aux formations reçues ce qui leur permettra d'améliorer le service rendu aux communautés en terme de résolution des conflits, de conseil,...

A terme de ces débats communautaires, plusieurs mariages illégaux ont été régularisés et le taux d'enregistrement des naissances dans les registres d'état civil a augmenté.

Aussi, des compétitions sportives et culturelles ont été organisées et ont conduit à des rencontres entre les habitants des VRI et des communautés environnantes. Aujourd'hui, les équipes communales de football, les groupes communaux de danses traditionnelles sont des équipes mixtes ce qui contribue à renforcer les liens de bonne relation et une meilleure cohabitation entre les VRI et les communautés d'accueil.



Finales activités culturelles



Finales activités sportives : équipes mixte et zonale



Activité 2.4 : Activités de mobilisation sociale et d'interactions socio-économiques avec les populations environnantes

Les activités de cohésion sociale et de gouvernance locales revêtent un caractère inclusif raison pour laquelle elles s'adressent aussi bien aux habitants des VRI qu'aux membres des communautés environnantes. Les participants à ces activités sont des chefs de zone, des

élus collinaires, des membres des comités des VRI, des femmes et des jeunes leaders, des représentants des Bashingantahe et des confessions religieuses. Les centres jeunes construits et équipés sont des espaces de rencontres ouverts à tout le monde. Les marchés et les pistes sont des chantiers où se rencontrent habitants des VRI et membres des communautés d'accueil. Les bénéficiaires des points de vente des marchés construits par le projet sont des commerçants mixtes (habitants VRI, populations d'accueil).

Activité 2.5. Conception et diffusion de pièces de théâtre sur des thèmes liés à la paix et à la cohésion sociale

Parmi les équipes culturelles identifiées se trouvent des troupes de théâtre locales constituées des membres des VRI et des membres des communautés d'accueil. Lors des compétitions culturelles, les pièces de théâtres sont développées sur base des thèmes ayant fait l'objet de débats et ateliers communautaires.

Activité 2.6. Contribuer à la sécurisation foncière (assurer la mise à disposition de terres pour les bénéficiaires, ainsi que la légalisation des titres de propriété) et assister la résolution des éventuels conflits fonciers

Dans le cadre de la sécurisation foncière, plusieurs cas de figure se présentent. Dans les VRI, Musenyi, Nyakazi, Nkurye II et Murembera, tous les habitants de ces VRI ont accès aux terres cultivables et disposent des lettres d'attribution et des maisons et des terres cultivables. Les habitants des VRI de Rumonge disposent des lettres d'attribution des maisons uniquement. Ils n'ont pas encore de terres cultivables. Les habitants des VRI de Nyabigina, disposent des maisons et des terres cultivables mais n'ont pas encore des lettres d'attribution ni pour les maisons ni pour les terres cultivables.

Une demande a été adressée au Ministère en charge de l'aménagement du territoire pour la confection des lettres d'attribution de maisons et des terres cultivables aux habitants des VRI de Nkurye I. La question de terres cultivables aux habitants des VRI de Rumonge est à la main de l'ombudsman burundais.

Résultat 3 : Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures

Activité 3.1. Évaluation des capacités des acteurs locaux (services déconcentrés, ONG, associations et secteur privé) présents dans les communautés.

Les bénéficiaires, 640 familles, des travaux de construction et ou de réhabilitation d'infrastructures ont reçus des formations sur la constitution et la gestion des associations ainsi que sur la conception des AGR. Ainsi, 20 nouvelles associations ont été constituées et ont bénéficié des appuis financiers pour la mise en œuvre de leurs AGR.

Activité 3.2. Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO

Au cours de la 3ème année d'exécution du projet, quatre (4) pistes ont été réhabilités avec l'approche HIMO. Il s'agit des pistes de pénétration dans le quartier de Mutambara dans la commune de Rumonge, de la piste Musenyi-Butaketwa dans la commune de Mabanda et de la piste de pénétration sur la colline de Nkurye commune de Giharo. Les travailleurs engagés sur ces pistes étaient constitués exclusivement de jeunes. La mise en œuvre des ces projets de réhabilitation des pistes ont permis l'accès aux revenus temporaires à 320 personnes (familles) parmi lesquelles 54% sont des femmes. En effet, le montant versé au titre de salaires s'élève à 49.920.000 FBU soit 32 315\$US et une somme de 24.960.000 FBU soit 16 208\$US a été mobilisée à titre d'épargne individuelle.

Activité 3.3. Réhabilitation des infrastructures socioéconomiques (marché, centre communautaire) avec la participation des populations

Egalement, pour contribuer à la cohésion sociale entre les jeunes, quatre (4) centres jeunes ont construits dans les VRI de Mutambara, Musenyi, Nyakazi et Nkurye. Les travaux ont été exécutés par une entreprise privée. Une réception technique définitive a été organisée et les travaux de construction ont été reçus avec l'approbation de l'administration locale et l'équipe technique du PNUD-UNOPS. Ces centres jeunes sont équipés en plaques solaires, en mobilier, en poste téléviseur, en matériel de sonorisation, etc.

La consolidation des marchés de Gatete, Kibago et Gakungu est prévue pour le premier trimestre de l'année 2014.

Activité 3.4. Reboisement - en projet HIMO

Au cours du premier trimestre 2013, 120 ha ont été reboisé par les populations de Nkurye et Murembera dans la commune de Giharo et de Nyakazi et Bukeye dans la commune de Kibago sous l'encadrement de l'INECN. Les travaux de reboisement ont permis le recrutement de 150 familles avec un taux de rémunération de 3.000 FBU par jour pendant 78 jours. La masse monétaire injectée dans les communautés s'élèvent à 35.100.000 FBU soit 22.792\$US.

Activité 3.5 : Campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en directe relation avec les activités de réhabilitation des infrastructures communautaires.

Un mécanisme de suivi des activités de réhabilitation d'infrastructures communautaires a été mis en place. Au niveau local, les membres des CCDC et des Comités des VRI assurent le suivi programmatique et quotidien afin de garantir le bon déroulement et une bonne organisation des activités. Au niveau provincial, une équipe technique de suivi a été mis en place et est chargée de garantir la qualité et la durabilité des infrastructures réhabilitées/construites. Ce mécanisme permet une véritable responsabilisation citoyenne dans le suivi et, à terme, dans l'entretien des infrastructures construites/réhabilitées.

Activité 3.6 : Mise en valeur des maisons des anciens villages.

Un Mémoire d'entente a été signé entre l'UNICEF et le PNUD pour la mise en œuvre d'un projet d'appui à l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement dans le VRI Nkurye I. Les principales activités objet du mémorandum sont :

- La mise en œuvre de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) pour la construction et la gestion des latrines
- L'appui à la construction des latrines familiales (formation et appui des artisans locaux sur les techniques de construction des latrines)
- La sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et sur la conservation de l'eau et des aliments
- La mise en place d'un système de gestion des ordures ménagères
- La sensibilisation à la collecte des eaux de pluies et à la mise en place des systèmes d'évacuation d'eaux usées.

Le démarrage effectif des activités interviendra avec le début de l'année 2014.

Résultat 4 : Les populations affectées par le conflit ont accès à des moyens de subsistance et sont réintégrées de manière durable

Activité 4.1 : Étude de marché et des opportunités économiques hors agriculture.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième phase de l'approche 3X6, une étude d'évaluation des capacités de 104 organisations de producteurs non agricoles a été effectuée avec un accent particulier sur l'existence et l'accessibilité des marchés. La rentabilité économique de certains choix a été mise en cause suite à l'inexistence ou à la saturation ou à l'étroitesse du marché. Par contre l'étude révèle des pistes non encore explorées alors qu'elles se présentent comme des opportunités économiques évidentes. C'est par exemple le secteur de vannerie, du tourisme, de la menuiserie métallique, la plomberie, etc.

Activité 4.2 : Identification des opérateurs économiques locaux pouvant jouer un rôle actif dans la revitalisation de l'économie

A l'issue des activités de création d'emplois temporaires, plusieurs associations ont été constituées et leurs capacités renforcées par des séances de formation sur l'identification et la formulation des activités génératrices de revenus.

Un premier lot constitué de 35 associations AGR avait été identifié et soutenu mais une a été dissoute. Le financement a été octroyé aux 34 autres. Actuellement ces 34 associations se sont restructurées en Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Un second lot composé de 104 associations a été également identifié et chacune des associations a développé son activité génératrice de revenus qu'elle est en train de mettre en œuvre actuellement. Ces associations ont pu acquérir un terrain, construire un siège social, acquérir le matériel nécessaire et démarrer les activités. Parmi ces associations, 87 sont en cours de restructuration en PME.

Un troisième lot de 20 associations est né en 2013. La 1^{ère} tranche de financement a été débloquée et toutes les 20 associations ont acquis des parcelles et débuté les travaux de construction des sièges sociaux.

Activité 4.3 : Financement en entrepreneuriat local

Au cours de cette troisième année, 158 associations (34 nées en 2011, 104 nées en 2012 et 20 nées en 2013) ont bénéficié de l'appui financier du PNUD dans le cadre de la réintégration durable (avec 3 942 bénéficiaires directs) selon la phase 2 « *Appropriation* » de l'approche de réintégration « 3X6 ».

Ainsi, les 34 associations constituées en 2011 se sont restructurées en PME, disposent des Numéros d'Identification Fiscale (NIF) et des statuts en tant que SPRL. Elles ont été bénéficiaires des formations techniques et un appui additionnel en équipement. Le Groupement BBIN-SPARK a été recruté comme partenaire d'exécution chargé d'assurer l'encadrement des activités relatives cette troisième phase de l'approche « *vers la durabilité* ».

Au cours du premier semestre 2013, les 104 OP constituées en 2012 ont bénéficié des appuis prévus dans le cadre de seconde phase de l'approche 3X6. En effet, les sièges des associations ont été construits, les équipements productifs ont été achetés, des formations en organisation et gestion ont été dispensées et le démarrage des activités de production proprement dite. Ces activités ont été conduites sous l'encadrement de quatre partenaires locaux (ACORD-Burundi, APRODEC, AJLS et APDDH).

Au cours de ce second semestre 2013, une évaluation des capacités pour déterminer lesquelles des 104 OP sont éligibles aux appuis de la troisième phase a été réalisée par le Groupement BBIN-SPARK et a confirmé l'éligibilité de 87 OP. Les formations techniques des membres de ces OP sont en cours ainsi que le processus de leur restructuration en PME.

A l'issue des travaux de réhabilitation des pistes rurales en HIMO exécutés au cours du premier semestre de cette année, 20 associations ont été constituées et ont rempli les conditions exigées pour les appuis de la seconde phase de l'approche 3X6.

En guise de rappel, pour qu'une association bénéficie d'un appui à la réintégration durable, les conditions ci-après doivent être remplies :

- la contribution individuelle (épargne) pour le financement de l'AGR: les membres de l'association donnent une contribution équivalente à 25% du financement de l'AGR et les autres 75% représentent la subvention du PNUD à l'AGR,
- l'élaboration d'un compte prévisionnel d'exploitation qui démontre la faisabilité et la viabilité économique de l'AGR.

Le cumul d'appui financier accordé aux OP (financement des OP 2012 et 2013) se trouvant dans la deuxième phase de l'approche 3x6 s'élève à 541.012\$US et les membres des OP ont pu mobiliser une contribution financière d'un montant égal à 170.316\$US provenant leurs épargnes.

Un programme d'appui à l'alphabétisation des adultes membres des OP appuyées a été initié. A la fin de l'année 2013, 96 personnes (75 femmes) choisies parmi les membres des comités exécutifs des 34 premières PME constituées ont suivi une formation d'alphabétisation fonctionnelle du début à la fin et 78 parmi elles ont obtenu des certificats de réussite.

Et 274 personnes choisies parmi les membres des comités d'exécutif des 104 associations deuxième lot d'AGR appuyées suivent actuellement une formation d'alphabétisation fonctionnelle.

Activité 4.4 : Développement de techniques de transformation et de conservation des produits agricoles pour les associations de femmes

Un projet d'extraction d'huile regroupant 16 femmes et 14 hommes est en train d'être développé à Nyanza-Lac (Makamba) par la PME KAZOZA PALM.

Une étude de faisabilité technique pour la promotion de la filière de manioc dans la commune Nyanza interviendra avec le début de l'année 2014.

Activité 4.5 : Ateliers de formation en organisation communautaire par groupement

Au total, 5 ateliers ont été organisés à l'intention des membres des comités exécutifs des 104 associations développant des AGR. L'objectif de ces ateliers était le renforcement des capacités organisationnelles des associations. Toutes 138 associations appuyées en 2012-2013 disposent d'attestations de reconnaissance légale délivrées par l'Administrateur communal.

Les membres des comités exécutifs des 20 associations nées en 2013 vont bientôt bénéficier d'une formation sur l'organisation et la gestion d'une association.

4. EVALUATION DES RESULTATS ATTEINTS EN 2013.

Le tableau ci-dessous présente les principales réalisations enregistrées au cours de l'année 2013 et sont présentées par résultats attendus.

Résultats attendus	Indicateurs cibles annuels (janvier-Décembre 2013)	Résultats atteints (janvier-décembre 2013)	Effets/Impacts
La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs assurés	- <i>Nombre (6) de réunions des GTTP</i> - <i>Nombre (4) de missions sur le terrain GTTN</i>	Au cours de l'année 2013, 4 réunions des GTTPV et 2 réunions du GTTNV ont été organisées. Ces réunions des Groupes Techniques et Provinciaux ont permis, entre autres, la réintégration des rapatriés de Mtabila dans les communautés d'accueil, intégrés dans les villages ruraux intégrés existants ou installés sur de nouveaux sites. Elles ont également permis l'accès des habitants du VRI de Nyabigina aux terres cultivables grâce au travail de sensibilisation effectué par les membres du GTTPV de Makamba pour convaincre les résidents de la localité de Nyabigina d'accepter le principe de partager les cultivables avec les rapatriés installés dans le VRI.	Le Gouvernement du Burundi dispose d'un plan d'actions opérationnel intégré d'appui à la réintégration des rapatriés du camp de Mtabila élaboré par les membres des GTTPV des provinces d'interventions et validé par le Groupe Sectoriel pour le Relèvement Communautaire, la Réintégration et le Rapatriement. Les conditions de vie des habitants des VRI se sont améliorées grâce aux actions conjointes des différents intervenants (accès aux revenus, à l'eau potable et augmentation de la production agricole). La réintégration et la cohésion sociale des habitants des VRI dans les communautés d'accueil sont actuellement une réalité en témoignage le nombre de relations de bon voisinage qu'entretiennent les deux catégories et le nombre de mariages mixtes conclus.
	<i>Nombre (9) de missions sur le terrain GTTPV</i>	Les deux (2) missions de terrain des membres des GTTNV appuyées par ceux des GTTPV ont contribué à la délimitation et validation des sites d'installation des rapatriés de Mtabila, à l'actualisation des listes des habitants de Nyabigina ayant cédé leurs terres et la liste des rapatriés ayant reçu ces terres.	

	<p>Nombre (3) de rapports d'évaluation interne et externes</p>	<p>Quatre (4) rapports d'évaluation interne des activités d'encadrement des associations d'AGR, des PME et de l'organisation des cours d'alphabétisation fonctionnelle ont été produits et validés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un rapport sur le projet d'appui à la cohésion sociale et à la gouvernance locale ; - Un rapport d'évaluation interne sur l'appui aux AGR en deuxième phase de l'approche 3X6 ; - Un rapport d'évaluation interne sur l'appui aux AGR en troisième de l'approche 3X6 ; - Un rapport d'évaluation interne sur le projet d'appui à l'alphabétisation fonctionnelle des membres des 34 premières PME constituées. <p>C'est sur base des recommandations de ces différentes missions d'évaluation interne, que les cadres de collaboration entre le PNUD et le CERDES, le BBIN-SPARK et RET ont été renouvelés.</p>	<p>Les recommandations formulées ont été prises en compte dans la programmation des activités et dans le choix des partenaires d'exécution, notamment la consolidation des travaux de construction des marchés locaux et de réhabilitation des pistes rurales afin pour garantir un minimum de respect de normes techniques. C'est la participation des membres des CCDC, des Conseils communaux aux travaux des GGTPV (réunions et descentes sur le terrain).</p>
<p>2. Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective</p>	<p>Nombre d'acteurs locaux participants aux séances/ateliers/débats communautaires sur la cohésion sociale</p>	<p>-Les capacités de 120 acteurs locaux (administration, CCDC, comités VRI, élus locaux, société civile, leaders communautaires) ont été renforcées par des formations pour animer des débats communautaires autour des différents thèmes relatifs à la cohésion sociale et à la gouvernance locale. Ces débats ont connu la participation des membres des VRI et des populations</p>	<p>Les membres des VRI et des communautés d'accueil participent activement dans la gestion et la résolution des conflits locale et dans la mise en application de bonnes pratiques relatives à la gouvernance locale (enregistrement des naissances, régularisation des mariages, limitation des naissances).</p>

		environnantes.	
	<p>Nombre (7) de thèmes développés</p> <p>Nombre (24) ateliers/débats communautaires organisés</p>	<p>Sept (7) thèmes ont été retenus et validés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits et devoirs du citoyen : participation citoyenne et redevabilité • Code des personnes et de la famille : mariage, filiation, actes d'Etat civil • Redevabilité de l'administration, des élus locaux vis-à-vis du citoyen • Loi communale • Education civique • Leadership/Citoyenneté • Information et participation au processus de planification locale • La reproduction responsable <p>24 ateliers/ débats communautaires ont été organisés</p>	
	<p>Nombre (26) de compétitions sportives et culturelles organisées</p>	<p>- 26 compétitions sportives et culturelles ont été organisées dans les cinq communes d'intervention du programme (Giharo, Kibago, Mabanda, Nyanza Lac et Rumonge)</p> <p>- 25 équipes mixtes de football et 41 groupes mixtes de danses traditionnelles composés des habitants des VRI et des membres des communautés d'accueil ont été constitués.</p>	<p>La cohésion sociale et le rapprochement communauté ont été renforcés avec la formation des équipes sportives et groupes de danses traditionnels mixtes.</p>
<p>3. Les habitants des VRI réintégrés et</p>	<p>- Nombre projets de création d'emploi temporaires</p>	<p>- 4 pistes rurales ont été réhabilitées</p> <p>- 4 centres jeunes ont été</p>	<p>- Le niveau des revenus des bénéficiaires travailleurs recrutés sur</p>

les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures	(HIMO) mis en œuvre	construits et équipés	les différents projets de création d'emplois temporaires a augmenté.
	- Nombre femmes et Nombre hommes bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires et rapides	- 320 personnes dont 172 femmes ont participé aux projets de création d'emplois temporaires en qualité de main d'œuvre non qualifiée. - Une somme de 49.920.000 FBU a été injectée dans la communauté au titre de salaire et un montant de 24.960.000 FBU mobilisé comme épargne individuelle.	- Les jeunes des localités de Mutambala, Nyakazi, Musenyi et Giharo disposent des espaces appropriés pour les activités culturelles et diverses formations.
4. Réintégration des populations cibles, relance des activités productives et promotion de l'entreprenariat	Nombre (124) d'AGR appuyés	124 nouveaux microprojets d'AGR appuyés	Les capacités organisationnelles et de conception et développement des microprojets des membres d'association bénéficiaires d'appui ont été renforcés.
	Nombre (87) AGR deviennent des PME et enregistrés à API (Agence de promotion des Investissements	87 Petites Entreprises créées et attendent d'être enregistrées à l'API	
	- Type d'AGR financés	<ul style="list-style-type: none"> • Couture-broderie • Boulangerie-caféteria. • Coiffure, cinéma. • Restauration • Extraction d'huile de palme • Savonnerie • Soudure • Réparation des vélos et motos • Menuiserie • Secrétariat public • Fabrication claustras 	La réintégration économique des habitants des VRI et des membres de la communauté d'accueil est assurée
5. Thèmes transversaux	Nombre (2) de projet de reboisement en HIMO	120 ha ont été reboisés par les populations de Nkurye et Murembera dans la commune de Giharo et de Nyakazi et Bukeye dans la commune de Kibago sous l'encadrement de l'INECN	Les paysages naturels de Nyakazi et de Giharo ont été restaurés et protégés.

	Nombre (82) femmes et nombre (68) hommes bénéficiaires des projets de reboisement en HIMO	182 femmes et 68 hommes participent à la mise en œuvre et l'entretien des pépinières	Les revenus tirés des deux projets de reboisement ont permis aux membres des 150 familles de subvenir à leurs besoins de première nécessité.
	125 membres des comités exécutifs des PME alphabétisés	<p>96 personnes (75 femmes) choisies parmi les membres des comités exécutifs des 34 premières PME constituées ont suivi la formation d'alphabétisation fonctionnelle du début à la fin et 78 parmi elles ont obtenu des certificats de réussite.</p> <p>274 personnes membres des comités d'exécutif choisies parmi le deuxième lot des 104 AGR appuyées suivent actuellement une formation d'alphabétisation fonctionnelle.</p>	<p>Les capacités des personnes membres des comités exécutifs des PME alphabétisés ont été renforcées.</p> <p>Les connaissances acquises sont mises au profit pour le bon fonctionnement et une bonne gestion des PME.</p>

4.1. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre

Le projet a connu des difficultés dues au retard dans le paiement des différentes tranches de financement du PNUD vers les partenaires. Ces retards résultent d'une part des retards enregistrés dans la soumission des rapports narratifs et financiers par les partenaires d'exécution et des procédures en vigueur au PNUD relatives à l'analyse de ces rapports d'autre part.

La procédure interne du PNUD pour le recrutement des entreprises de construction est souvent longue. Ceci a constitué un handicap dans la mise en œuvre des activités de consolidation des travaux effectués sur marchés de Gatete (Bururi), Gakungu (Rutana) et Nyakazi (Makamba) qui étaient prévus pour 2013.

4.2. Modifications apportées à la mise en œuvre des activités

Afin de soutenir durablement ces associations d'AGR, le PNUD applique l'approche novatrice d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de réintégration appelée « Approche 3X6 » constituée de trois phases (**Inclusion, Appropriation, Durabilité**). Il s'agit d'une approche intégrée qui crée les conditions qui permettent aux bénéficiaires d'être au contrôle de leur processus de développement et des résultats. Elle vise à la réintégration tant sociale qu'économique des personnes affectées par le conflit. Les capacités des bénéficiaires sont utilisées et renforcées afin de permettre de mieux comprendre et saisir

les opportunités économiques. L'approche propose une réponse simple, systématique et globale pour construire et consolider la paix dans un contexte socio-économique qui est souvent très complexe, économiquement limité et politiquement contesté.

Cette approche est novatrice parce qu'elle permet de mettre à contribution les bénéficiaires qui, avant d'être appuyés, doivent aussi s'investir et fournir le fond de départ de leur AGR. En effet, l'épargne est générée suite à la création d'emplois temporaires. C'est grâce à cette épargne et à l'appui du PNUD que les bénéficiaires regroupés en associations parviennent à débiter leurs différentes AGR à concurrence de 25% du budget pour l'association et 75% du budget pour la subvention octroyée par le PNUD.

L'approche, qui avait semblé occasionner des retards dans la mise en œuvre des activités au cours de la deuxième année du programme, a été bien intégrée et comprise par les habitants des VRI et les communautés d'accueil en témoigne le nombre d'AGR appuyées au cours de la troisième année (124 AGR) par rapport à celui d'AGR appuyées la deuxième année (35).

Au cours de la première année, le programme faisait recours aux Agences Communautaires d'Exécution (il s'agit des associations locales aux compétences techniques et organisationnelles limitées et dont la reconnaissance légale s'arrête au niveau des Communes) pour l'encadrement des travailleurs engagés dans les projets de création d'emplois temporaires ou dans l'encadrement des associations dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus. Depuis 2012, compte tenu du volume des activités, le recours aux services d'ONG d'interface ayant plus de capacités techniques, financières et organisationnelles a été choisi. C'est dans ce cadre que l'ONG COPED a été recrutée pour assurer l'encadrement des projets de création d'emplois temporaires, les ONG APRODEC ACORD et ALUPA pour assurer l'encadrement des associations d'activités génératrices de revenu et le Groupement BBIN-SPARK pour accompagner la restructuration d'association et PME.

Compte tenu de la spécificité des travaux de construction/réhabilitation d'infrastructures (centres jeunes, réhabilitation des marchés et des pistes), une combinaison de deux approches a été appliquée à savoir : exécution par entreprise et service de reconstruction communautaire en haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Pour garantir la qualité technique des ouvrages construits, le PNUD a signé un mémorandum avec l'UNOPS, Agence onusienne spécialisée entre autres autres dans les travaux de construction des infrastructures socioéconomiques.

Liste des contrats de plus de 10.000 euros attribués au cours de l'année 2013

Nom du contractant	Euros	Procédure d'attribution	Activités
BBIN-SPARK	102 093	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant »	Appui à la restructuration et le renforcement des capacités de 104 AGR en PME

Organisation des sessions de formations des acteurs locaux en gestion et coordination sur la thématique VRI et sur la prise en compte des VRI dans l'administration locale																			Organisation de la Société Civile
Organisation des évaluations régulières internes et externes sur l'état d'avancement et la qualité des interventions des partenaires du projet																			MSNDPHG; GTTPV; PNUD
2. Renforcer la cohésion sociale intra-communautaire à travers la promotion du développement local et la prévention et la résolution des conflits, notamment dans le domaine foncier																			
Mise en œuvre d'un programme de réconciliation à travers la réalisation d'ateliers communautaires, séminaires, émissions de radio, manifestations sociales et communautaires (concerts, rencontres sportives) réunissant les membres des communautés et les rapatriés																			Organisation de la Société Civile
Appuyer l'identification des terres et la sécurisation foncière via les diagnostics socio foncier (assurer la mise à disposition de terres pour les bénéficiaires, ainsi que la légalisation des titres de propriété) et assister la résolution des éventuels conflits fonciers																			MSNDPHG. GTTPV
3. Améliorer l'offre, la qualité et l'entretien/maintenance des infrastructures socioéconomiques et communautaires																			
Identification et mise en œuvre des microprojets de création d'emplois temporaires et rapides																			ONG d'interface
Appui à l'amélioration du cadre de vie des habitants des VRI																			PARESI
Appui à la restauration et à la protection de l'environnement par le reboisement en HIMO																			INECN
4. Assurer la réintégration socioéconomique des populations cibles et la réduction de la pauvreté à travers la relance des activités productives et la promotion de l'entrepreneuriat local.																			
Appui aux Activités Génératrices de revenus et à la promotion de l'entrepreneuriat local																			ONG d'interface

5. PARTENAIRES ET AUTRE COOPÉRATION

Le programme LRRD d'appui aux VRI est basé sur une approche intégrée et par conséquent les partenaires d'exécution ayant reçu le financement de l'Union Européenne doivent travailler dans un cadre coordonné. C'est pour cette raison qu'il est organisé régulièrement des réunions sur l'état d'avancement des activités regroupant le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique, l'Union Européenne, le PNUD, la FAO et l'Unicef.

Aussi, des réunions de coordination au niveau provincial et au niveau communautaire sont régulièrement organisées par les GTTPV des provinces de Bururi, Makamba et Rutana avec des descentes sur le terrain afin de s'assurer de la mise en application des décisions et recommandations prises et ou émises lors des différentes réunions.

La présence de la FAO sur le terrain avec un bureau à côté de celui du PNUD à Makamba favorise l'échange d'informations, la complémentarité et une bonne coordination des activités.

Le PNUD à travers son équipe du projet VRI a développé des synergies avec la FAO pour la mise en œuvre d'un projet conjoint de restauration des paysages dans les communes de Kibago et Giharo. L'encadrement technique du projet est assuré par l'Institut National de l'Environnement et de la Conservation de la Nature (INECN). Le PNUD contribue à 82% du budget total du projet contre 18% pour la FAO.

Un autre contrat vient d'être signé avec l'UNICEF pour la réalisation d'un projet d'assainissement et d'amélioration de l'hygiène dans le VRI de NKURYE où le PNUD a construit 76 maisons en briques stabilisées.

Au niveau central, le Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre a désigné un point focal pour faciliter la mise en œuvre de l'action. Le point focal participe régulièrement aux réunions du comité d'approbation des projets et aux ateliers organisés dans les communes d'intervention par le programme, effectue des missions d'appui aux GTTPV et de suivi des activités sur le terrain.

Au niveau provincial, la collaboration avec les gouverneurs de provinces et présidents des GTTPV est très bonne. De manière générale, les gouverneurs de province se sont appropriés du fonctionnement des GTTPV : ils président les réunions ou délèguent les points focaux en cas d'absence, participent aux descentes sur terrain. Les autorités provinciales des trois provinces font preuve d'une grande disponibilité chaque fois que leur appui est sollicité.

Au niveau communautaire, les membres des CCDC et des comités des VRI ont bénéficié des formations leur permettant d'assurer un suivi quotidien de la mise en œuvre des projets de création d'emplois temporaires. Ils constituent ainsi l'équipe de suivi programmatique des projets.

L'encadrement des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires a été confié à l'ONG COPED. Les ONG APRODEC ACORD et ALUPA ont été retenues pour assurer l'encadrement des AGR appuyées et contribuent au renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles. L'encadrement du processus de restructuration des associations en PME est assuré par le Groupement BBIN-SPARK. L'Organisation internationale RET renforce les aptitudes de lire, écrire et calculer des membres d'associations et de PME par la mise en œuvre d'un projet d'alphabétisation fonctionnelle.

Des messages de satisfaction de la part des bénéficiaires directs et groupes cibles de l'action sont régulièrement enregistrés lors des différentes visites sur le terrain et rencontres. L'administration locale, les membres des CCDC et ceux des comités des VRI

jouent un rôle déterminant dans le choix des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires.

Aussi, un accord de collaboration a été conclu avec le groupement BBIN-SPARK pour la promotion de l'entrepreneuriat local : restructuration des associations sans but lucratif en PME, renforcement des capacités professionnelles par des formations en métiers, élaboration des plans d'affaires, élaboration de plans de communication et de marketing, mise en relation avec des IMF.

6. VISIBILITÉ (Production du documentaire VRI, présentation du film à l'occasion de la semaine du FESTCAB, mission d'Aude/Aaron, etc.)

Les trois partenaires formels de l'action à savoir le PNUD, la FAO et l'Unicef ont élaboré un plan commun de visibilité et de communication.

Une des actions conjointes de communication a été la production d'un film documentaire sur l'action dans les VRI sous financement de l'Union Européenne. Ce film « *Appui à la réintégration des rapatriés et des populations affectées par les conflits* » est disponible en ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=m2lk2wnwwa8>

La composante PNUD de création d'emplois et de cohésion sociale est également présentée dans le diaporama « *La réinsertion après l'exil - Les projets VRI au Burundi* » : <http://www.youtube.com/watch?v=ULt7tnx7WQU&feature=youtu.be>

Plusieurs articles et témoignages sont également disponibles concernant ce projet :

- « *Les populations vulnérables créent leur emploi avec l'appui du PNUD* » :
- « *Une coopération inter-agences en faveur de la réintégration* » :
- Témoignages des bénéficiaires : Jean-Marie, Audacienne, Devota et Félix

Enfin, une banque de données photos en lien avec l'entrepreneuriat de bénéficiaires du projet est disponible : <http://www.flickr.com/photos/9079203@N03/sets/72157638373326705/>

Par ailleurs, l'ONG CERDES, un de nos partenaires en matière de cohésion sociale, a utilisé des outils de communication dans la mise en œuvre de ces activités :

- Des spots de sensibilisation par rapport aux différents thèmes de la cohésion sociale ont été diffusés sur la Radio Nationale, Radio *Isanganiro* et la Radio *Bonesha*.
- Lors de la mise en œuvre des activités relatives à la campagne de cohésion sociale et de gouvernance locale, le partenaire d'exécution CERDES a produit un film qui est en cours de finalisation.

La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des Actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet d'EuropeAid ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Non

Nom de la personne de contact pour l'Action: Cristino Pedraza Lopez

Signature:



Localité: PNUD Burundi - BNUB Compound - Route de Gatumba - BP 1490 - Bujumbura - Burundi.

Date à laquelle le rapport était dû:



Rapport financier intermédiaire: période (11/08/2010-31/12/2011)		Toutes les années			Réallocation	Budget prévu au contrat/avenant Année3			Dépenses effectivement encourues						
Dépenses	Unité	# d'unités	Coût unitaire (en EUR)	Coûts (en EUR)	Réallocations autorisées (article 15.9 des conditions générales)	Unité	# d'unités	Coût unitaire (en EUR)	Coûts (en EUR)	Par devise					
										Nom de la devise n°1: USD américains		Taux de change période (€/mm/aaaa)		Fy-rate1	
										(d1)= (a1)*(b1)	(e1)= (f1)*(fx-rate1)	(g1)= (f1)*(fx-rate1)	(h1)= (d1)+(e1)	(i1)= (g1)+(h1)	
1. Ressources humaines															
1.1 Salaires du personnel local															
1.1.1 Techniques															
Coordonnateur en développement communautaire (SB4)	Mois	36	2 086	75 096		Mois	12	2 086	25 032	16	1 593	25 486	20 057	20 057	
Charge en suivi et évaluation (SC6)	Mois	36	2 011	72 396		Mois	12	1 960	23 519	16	2 047	32 759	25 781	25 781	
1.2 Administratif / personnel de soutien															
Assistant administratif et financier (SC6)	Mois	36	1 610	57 960		Mois	12	1 610	19 320	16	1 229	19 670	15 480	15 480	
Planton	Mois	36	232	8 352		Mois	12	232	2 784	16	177	2 834	2 231	2 231	
Chauffeurs (2)	Mois	36	352	12 672		Mois	12	352	4 224	32	269	8 601	6 769	6 769	
1.2 Salaires du personnel international															
Conseiller Technique principal	Mois	36	14 282	514 162		Mois	12	14 282	171 387	6	19 248	115 488	90 889	90 889	
* Expert en planification local (VNU international)+ 3 UNV Nationaux	Mois	36	3 328	119 819		Mois	12	3 328	39 940	16	1 350	21 600	16 999	16 999	
1.3. Pertients pour missions / voyages assignés à l'action au niveau local	Pertiem	540	30	16 200		Pertiem	180	30	5 400	289	42	12 136	9 551	9 551	
Sous-total Ressources humaines															
				876 656					291 606			238 574	187 758	187 758	
2. Voyages															
2.1 Voyages internationaux	Vol	4	1 264	5 056		Vol	2	1 264	4 906	0	0	0	0	0	
Sous-total Voyages															
				5 056					4 906			0	0	0	
3. Equipement, matériel et fournitures															
3.1 Achat de véhicules (CI)	Vehicule	2	32 447	64 894		Vehicule	0	0	0	0	0	0	0	0	
3.2 Mobilier, matériel d'ordinateur (CI)	Lump sum	1	16 800	16 800		Lump sum	1	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
Sous-total matériel et fournitures															
				81 694					5 000			0	0	0	
4. Bureau local															
4.1 Coût des véhicules-carburant/entretien et assurances	Mois	36	1 100	39 600		Mois	12	1 264	15 170	16	710	11 352	8 934	8 934	
4.2 Location de bureaux	Mois	36	351	12 636		Mois	12	351	4 212	16	160	2 559	2 014	2 014	

4.3	Consommables - Fournitures de bureau	Mois	36	280	10 080		Mois	12	291	3 494	16	656	10 496	8 260	8 260
4.4	Autres services (tél/fax, électricité/chauffage, maintenance)	Mois	36	300	10 800		Mois	12	300	3 600	16	140	2 234	1 758	1 758
Soins-total Bureau local					73 116				26 476			26 641	20 966	20 966	
5. Autres coûts, services															
5.1	Rapport et Publications	Lump Sum	1	20 000	20 000		Lump Sum	1	20 000	20 000	0	0	0	0	0
5.2	Coûts des audits	Lump Sum	1	15 000	15 000		Lump Sum	1	15 000	15 000	0	0	0	0	0
5.3	Action de visibilité	Lump Sum	1	20 000	20 000		Lump Sum	1	20 000	20 000	1	13 644	13 644	10 738	10 738
Soins-total autres coûts, services					55 000				55 000			13 644	10 738	10 738	
6. Autres															
6.1 Appui à la coordination (CI)															
6.1.1	Réunion de GTTP (1x/mois, 16 personnes à 6 max)	Réunion	36	96	3 456		Réunion	12	365	4 376	20	198	3 959	3 116	3 116
6.1.2	Missions nationales au terrain (1x/mois, 7 personnes à 15 max)	Mission	36	105	3 780		Mission	12	136	1 630	8	71	565	445	445
6.1.3	Missions provinciales au terrain (1x/mois, 16 personnes à 6 max)	Mission	36	96	3 456		Mission	12	365	4 376	27	147	3 959	3 116	3 116
6.1.4	Réunion de coordination générale/partenaires (15 personnes)	Réunion	36	15	540		Réunion	3	884	2 652	0	0	0	0	0
6.1.5	Equipements (motos aux Directions du Plan)	Moto	3	4 000	12 000		Moto	0	0	0	0	0	0	0	0
6.1.6	Renforcement capacités agents provinciaux	Formation	3	9 000	27 000		Formation	1	11 097	11 097	1	11 097	11 097	8 733	8 733
6.2	Evaluation des capacités des acteurs locaux	Etude	1	3 150	3 150		Etude	1	3 057	3 057	0	0	0	0	0
6.3	Réhabilitation des infrastructures socioéconomiques (pistes rurales, marchés)	Contrat	9	47 470	427 230		Contrat	8	25 028	200 221	4	59 515	238 058	187 352	187 352
6.4 Financement en entreprenariat local & AGR-microprojet															
6.4.1	Etudes des opportunités (est)	Contrat	1	15 000	15 000		Contrat	1	12 373	12 373					
6.4.2	Formation en mètres (est)	Contrat	1	140 000	140 000		Contrat	70	929	65 000	0	0	81 247	63 941	63 941
6.4.3	Equipement et matériel de démarrage (est)	Contrat	1	200 000	200 000		Contrat	138	1 848	255 000	0	0	242 173	190 590	190 590
6.4.4	Soins contrat	Contrat	1	30 000	30 000		Contrat	0	0	0	0	0	0	0	0
6.4.5 Suivi/supervision/accompagnement (est)															
6.5	Renforcement des capacités en techniques de transformation et de conservations des produits agricoles	Associati ons	32	5 000	160 000		Associati ons	0	0	0					
6.6	Renforcement spécifique du démarrage des micro-projets productifs	Lump sum	1	25 000	25 000		Lump sum	0	0	0	0	0	0	0	0

6.7. Reboisement en projet HIMIO (2 Projets/village)	Projet	18	25 000	450 000		Projet	2	19 408	38 816	0	0	0	0	0	0
6.8. Campagnes de promotion sur la cohésion sociale (1-2 campagnes/village)	Campagne	9	2 000	18 000		Campagne	5	7 821	39 107	5	9 907	49 535	38 984		38 984
6.9. Etudes/analyses liés au diagnostic socio-foncier (1/commune)	Etude	6	5 000	30 000		Etude	3	2 911	8 734	0	0	0	0		0
6.10 Réhabilitation des maisons des anciens villages	Maison	70	1 400	98 000		Maison	28	1 359	37 809	0	0	0	0		0
6.11. Construction et équipement de centres jeunes	Centre	4	21 350	85 400		Centre	4	21 350	85 400	4	27 128	108 513	85 400		85 400
Sous-total Autres				1 162 012				769 647				739 106	581 677		0
7. Sous-total des coûts directs de l'Action (1-6)				2 253 534			0	0	1 152 635	0	0	1 017 965	801 139	0	801 139
8. Provision pour imprévus* (maximum 5% de 7. sous-total des coûts directs éligibles de l'Action)				138 407		0			0	0	0	0	0	0	0
9. Total des coûts directs éligibles de l'Action (7+ 8)				2 391 941					1 152 635	0	0	1 017 965	801 139	0	801 139
10. Coûts administratifs (maximum 7% de 9. total des coûts directs éligibles de l'Action)				203 458					80 684	0	0	71 258	56 080	0	56 080
11. Total des coûts éligibles (9+10)				2 595 399					1 233 319	0	0	1 089 223	857 218	0	857 218
12. Taxes															
13. Total des coûts acceptés de l'action (11+12)															

Intérêts bancaires sur la contribution de l'UE/ du FED perçus pendant la période: (voir article 15.9 des conditions générales)

		Par devise		Total pour la période en EUR	
		Montant en devise n°1	Montant en EUR		